

**L'ANALYSE SOCIO-ECONOMIQUE DU SECTEUR ET DE L'EMPLOI INFORMEL
AU CAMEROUN**

Projet de recherche

Présenté au

Réseau PEP

(PEP-PAGE Policy analysis on growth and employment)

Par :

NANA DJOMO Jules Médard

jdjomo81@yahoo.fr

&

NGOUANA KOUDJOU Serges Rodrigue

ngouanaserges@yahoo.fr

&

NZEUYANG NZOUCKIO Carine Flore

nzeuyang@yahoo.fr

&

MOUKAM Claudiane Yanick

yanickmclaudiane@yahoo.fr

Cameroun

Mars 2014

RESUME

Le développement du secteur et de l'emploi informel au Cameroun s'explique par de multiples facteurs dont cette étude a pour objectifs d'analyser. L'approche méthodologique retenue s'inscrit dans le cadre des modèles d'équilibre général calculable (MEGC). Précisément, nous construisons dans un premier temps un modèle dualiste qui appréhende l'économie informelle dans un cadre assez restreint, en l'opposant à l'économie formelle; ensuite, les analyses seront plus élargies dans le cadre d'un modèle concurrentiel ; enfin, un certain nombre de simulations seront effectuées pour mieux quantifier les effets des chocs d'un secteur sur l'autre et vis-versa. En outre, la construction de ces modèles (MEGC) repose sur des matrices de comptabilité sociale (MCS) qui seront préalablement construites à partir des comptes nationaux (TRE et TCEI)¹. Une désagrégation de ces MCS sera faite à l'aide des données issues de l'Enquête Camerounaise auprès des Ménages (ECAM III) et de l'Enquête Emploi et Secteur Informel (EESI) produites par l'Institut National de la Statistique (INS) respectivement en 2007 et en 2010. En guise de résultats attendus, il faut dire que nous envisageons de montrer que le secteur informel au Cameroun ne constitue pas un secteur dynamique et attractif que choisiraient volontairement les individus, à la recherche de revenus élevés et/ou d'un certain « désir d'indépendance » mais plutôt un secteur refuge, accueillant essentiellement les individus exclus du marché du travail formel.

Mots clés : Secteur informel, emploi informel, micro-entreprise informel, MEGC.

¹ TRE : Tableau Ressources –Emplois. TCEI : Tableau des Comptes Economiques Intégrés.

1. QUESTION ET OBJECTIFS DE RECHERCHE

La crise économique qui a frappé la plupart des pays en développement dans les années 1980 et les politiques d'ajustement structurel qui s'en étaient suivies, ont engendré un développement remarquable des activités informelles et suscité de nouveaux comportements économiques des agents. Pour atténuer certains effets négatifs des politiques d'ajustement², de nombreux ménages se sont impliqués dans des activités informelles diverses³. Quant aux entreprises, notamment privées, le recours à des pratiques informelles⁴ a constitué pour nombre d'entre elles, un moyen efficace pour garder un certain niveau de rentabilité. Dans les années 1990, le développement de la flexibilisation du travail⁵ en vue de réduire les coûts de production vont conduire à reconsidérer la perception et le rôle du secteur informel dans l'économie. Pour certains auteurs (Portes et al., 1989), ces activités informelles ne sont que le résultat de la dynamique du système capitaliste, qui, pour réduire ses coûts salariaux, informalise de plus en plus ses activités en ayant recours au travail non déclaré, le travail à domicile et les réseaux de sous-traitance.

Le concept de secteur informel revêt un contenu différent selon les régions du monde. En Amérique latine il désigne des entreprises qui fonctionnent à la limite de la légalité dans le but d'échapper aux impôts et à la réglementation (De Soto, 1989). En Afrique, le secteur informel désigne plutôt de micro unités de production, des entreprises individuelles ayant un faible niveau d'organisation (Hussmans et al., 1990 ; AFRISTAT, 1999 ; Henley et al., 2006). Quand bien même elles ont peu de relations avec l'administration, il ne s'agit pas nécessairement d'une volonté délibérée de fonctionner en marge de la réglementation. Dans cette logique, au Cameroun, le secteur informel désigne les entreprises individuelles ne possédant pas de numéro d'identification fiscale et/ou n'élaborant pas de comptabilité formelle⁶ (INS, 2006). Au Cameroun, environ 90% des emplois sont informels (INS, 2005, 2011). La concentration des actifs occupés dans ce secteur ne résulte pas de son caractère attractif en termes de condition d'activité, mais de l'étroitesse du secteur formel. Les conditions d'activité y sont plutôt précaires, les revenus bas. Les unités de production informelles (UPI) sont caractérisées par la

² Erosion du pouvoir d'achat, crise de l'emploi.

³ Pluriactivité, travail à domicile, commerce ambulant...

⁴ Travail non déclaré, fraude fiscale...

⁵ Informalisation d'une partie des emplois notamment dans les grandes entreprises et le recours à la sous-traitance et au travail à domicile.

⁶ Au sens du plan comptable OHADA.

précarité de la gestion et des modes de production, et donc par un faible rendement économique. Ce secteur est pour beaucoup, malgré la vulnérabilité à la pauvreté, la seule solution d'échapper au chômage. D'après Mestrum (2004) les concepts de pauvreté et secteur informel, paraissent même ambivalents.

Si l'on peut penser que le débat sur la perception de l'économie informelle et les raisons de sa persistance s'est quelque peu normalisé, il convient de relever que le circuit de connexion entre le formel et l'informel demeure assez flou. C'est dans ce sens que les analyses seront orientées dans ce travail. Pour notre part, il s'agit d'explorer un champ d'étude qui n'a fait l'objet jusqu'ici que de peu d'études (académiques et institutionnelles) alors que beaucoup de chercheurs s'accordent sur le poids significatif et croissant du secteur informel dans l'économie nationale.

La conduite de cette réflexion dans le cadre de l'économie camerounaise se justifie à plus d'un titre. En effet, en avril 2003, le gouvernement camerounais a entrepris de réviser sa stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP), en mettant un accent sur la croissance économique et l'emploi. Le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) qui en est résulté, est centré sur l'accélération de la croissance, la création d'emplois formels et la réduction de la pauvreté. Pour atteindre ces objectifs, la connaissance du fonctionnement du marché de l'emploi est une nécessité. Par exemple, le gouvernement a pris l'engagement de ramener le taux du sous-emploi de 75% en 2005 à moins de 50% à l'horizon 2020, en créant des dizaines de milliers d'emplois formels. L'atteinte de cette cible passe par la prise d'un certain nombre de décisions de politique économique dont le succès passe inévitablement par une maîtrise du circuit économique et des rapports que les différentes sphères de l'économie entretiennent entre elles, avec une attention particulière sur l'économie informelle. Il s'agit précisément de s'interroger sur les liens que l'économie informelle entretient avec l'économie classique dit formelle.

La présente étude ambitionne de donner les éléments de réponse à cette préoccupation et se donne pour objet d'élucider les différentes relations que le secteur informel entretient avec le secteur formel au Cameroun. Pour explorer ces relations, nous distinguons deux dimensions principales. D'abord, l'analyse des relations sur le marché du travail (mobilité intersectorielle de la main d'œuvre) ; ensuite, l'analyse de ces liens du point de vue des flux des biens et services (marché des biens et services).

Appréhender les relations qu'entretient le secteur informel avec le reste de l'économie est nécessaire pour saisir le rôle de celui-ci dans l'économie nationale et donc mieux orienter le décideur dans la conception et la mise en œuvre de sa politique économique. Il s'agit précisément de jeter les bases nécessaires à la conception des politiques adaptées et efficaces au secteur informel en vue de son intégration à l'économie formelle.

2. LA CONTRIBUTION SCIENTIFIQUE DE LA RECHERCHE

Malgré la multiplicité des rapports relatifs aux enquêtes à vocation nationale (EESI, ECAM et autres), l'analyse socio-économique du secteur et de l'emploi informel au Cameroun basée sur une approche scientifique n'est abordée que de façon marginale. Les différentes approches de l'économie informelle au Cameroun sont pour l'essentiel des évaluations quantitatives du phénomène (Walther, 2006), ou des approches focalisées sur un segment spécifique de celui-ci : Fiscalité et équité (Backiny-Yetna, 2009), Efficience de production du secteur informel non-agricole et réduction de la pauvreté (Bem et al., 2010).

Les approches quantitatives, outre qu'elles n'appréhendent pas toutes les caractéristiques, les comportements et les logiques en œuvre dans le secteur informel, considèrent souvent celui-ci comme un ensemble homogène. Or, le secteur informel est profondément hétérogène et recouvre une diversité de segments, qui se distinguent par la nature des activités et des acteurs, le degré d'informalité, le niveau des revenus générés ainsi que les motivations et les logiques qui sous-tendent les comportements des acteurs. Dès lors, notre étude se propose d'analyser le secteur informel au Cameroun afin de caractériser son hétérogénéité et comprendre s'il s'agit attractif pour les salariés du secteur formel (Fields, 1990 ; Lopez, 1989) ou simplement d'un secteur marginal et de subsistance, se réduisant globalement aux stratégies de survie de ses membres.

Après une longue période de désintéressement, il est fondamental de multiplier les études permettant de comprendre l'environnement socio-économique de la population camerounaise en vue de mettre en œuvre de bonnes politiques de promotion de l'emploi et d'insertion des jeunes dans les activités formelles. De telles politiques s'appuient sur une bonne identification et localisation des activités informelles. Le présent travail s'inscrit donc dans la lignée des efforts analytiques et d'évaluation nécessaires à la compréhension du fonctionnement de l'économie informelle.

3. LA PERTINENCE POLITIQUE

L'identification des individus et des ménages pauvres nécessite de s'accorder sur une base informationnelle opportune et capable de révéler le plus fidèlement possible l'information concernant le niveau de bien-être des ménages enquêtés. Les voix se font de plus en plus nombreuses aujourd'hui, pour réclamer la lutte contre la pauvreté sous toutes ses formes. Il ne suffit plus de considérer la privation dans la seule dimension monétaire, mais il devient indispensable de comprendre tous les mécanismes qui se cachent derrière ce phénomène et doter les individus des moyens nécessaires pour s'en sortir. La focalisation sur la réduction de la pauvreté (à travers les initiatives DSRP, PPTE et OMD)⁷, place les politiques d'appui au secteur informel au cœur des stratégies de développement. Ceci se traduit par un intérêt renouvelé pour les questions d'emploi.

En dépit de leur poids prédominant dans les pays en développement (PED), le secteur et l'emploi informel restent à ce jour largement méconnus et constituent un véritable « trou noir » pour la connaissance tout en étant négligés par les politiques publiques. Cependant, un nombre croissant d'enquêtes statistiques ont été réalisées au cours des dernières années ; les concepts et les méthodologies de mesure ont progressé sensiblement ; des recherches de qualité ont été entreprises dans de nombreux pays (voir par exemple Perry et al., 2007 ; Jütting et de Laiglesia, 2009a). De plus, en Afrique comme dans les autres PED, la crise économique en cours à l'échelle mondiale se traduit par des pertes d'emplois massives et des restructurations profondes sur le marché du travail. Cette situation renforce l'intérêt pour le secteur et l'emploi informel.

Les résultats de notre étude seront d'un apport indéniable dans la mesure où ils permettront aux pouvoirs publics d'avoir une connaissance profonde du phénomène de l'emploi et du secteur informel au Cameroun. A cet égard, les pouvoirs publics sauront sur quels leviers agir pour améliorer l'accès à l'emploi formel des jeunes, comprendre les raisons profondes qui poussent les jeunes à exercer dans le secteur informel. Il s'agit également de saisir à travers une meilleure connaissance des liens qui lies le formel à l'informel, l'opportunité pour mettre sur pied une bonne politique de mobilité intersectorielle en vue de faire migrer à terme les travailleurs du secteur informel vers le formel.

⁷ DSRP : Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté ; PPTE : Pays Pauvres et Très Endettés ; OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Il s'agit d'appréhender les relations qui existent entre les différents secteurs (formel et informel) sur le marché des biens et services, s'informer sur les sources de financement de la petite entreprise informelle, afin d'élaborer des politiques d'emploi qui luttent contre le chômage des jeunes et des emplois indécents qui entraînent de nombreux jeunes camerounais dans l'indigence.

Du côté des politiques socio-économiques, si l'analyse du secteur et de l'emploi informel garde toute son acuité étant donné son poids dans l'économie camerounaise, les nouvelles orientations des politiques de développement lui confèrent un rôle nouveau et central. Notre étude permettra également aux décideurs de savoir si les actions mises en œuvre pour l'accompagnement du secteur informel sont susceptibles d'aboutir à des emplois décents.

4. CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE

4.1 Cadre théorique

La bonne compréhension du fonctionnement du marché du travail en Afrique subsaharienne sera essentielle pour pouvoir répondre au défi de l'emploi. Ghose et al. (2008) identifient trois grandes caractéristiques des marchés du travail subsahariens. Premièrement, une organisation de l'économie et donc du marché du travail en deux segments (on parle de dualisme de l'économie). Le premier, que l'on appellera économie moderne, ou économie formelle, se caractérise par l'offre d'emplois protégés et productifs. Ce segment ne concerne qu'une faible part de la population active en Afrique subsaharienne (entre 10 et 30% de l'emploi selon Jütting et de Laiglesia, 2009b), et ne regroupe « *que les entreprises répondant aux critères de classification, d'enregistrement et d'acquiescement de charges sociales et fiscales de l'administration* » (Arnaud, 1993). L'emploi pourvu dans les administrations publiques est généralement inclus dans l'emploi formel.

Le second segment, appelé économie informelle ou populaire, est essentiellement défini par exclusion du premier. Il se caractérise par une grande diversité d'activités, généralement peu productives, à forte intensité de main-d'œuvre, et faisant appel à l'utilisation de ressources naturelles et d'outils simples (Ghose et al., 2008). C'est dans ce segment de l'économie que l'écrasante majorité de la population active d'Afrique subsaharienne trouve une source de revenu. Ainsi, des enquêtes conduites dans dix pays d'Afrique subsaharienne au cours des années 1990 (Charmes in ILO, 2002) montrent que l'emploi informel représente entre 70% et 90% de l'emploi non agricole, sauf en Afrique du Sud où il ne représente qu'environ 50%. Cette

proportion peut dépasser 95% de l'emploi lorsqu'on y ajoute le secteur agricole. Sa contribution à la création de richesse varie entre 25 et 45% du PIB non agricole et peut atteindre jusqu'à 60% de la valeur ajoutée des secteurs agricole et non agricole confondus.

Ces deux segments sont loin d'être hermétiques, il existe de nombreuses interactions entre eux. Elles se manifestent par le biais de la sous-traitance des entreprises de l'économie formelle aux petites entreprises de l'économie informelle, ou encore par la pluriactivité des actifs de l'économie moderne, exerçant une activité « informelle » parallèlement à leur activité principale dans un objectif d'accroissement ou de diversification de leurs revenus et de réduction des risques. Les emplois formels et informels se retrouvent dans chacun des grands secteurs de l'économie (agriculture, industrie et services).

La deuxième caractéristique des marchés du travail subsahariens tient à l'absence ou la quasi-absence de systèmes de sécurité sociale institutionnalisés. Dans un contexte où la grande majorité des personnes doivent travailler pour pouvoir survivre, le manque d'opportunités d'emplois décents se traduira moins par un taux de chômage élevé que par la création d'activités dans l'économie informelle. Celle-ci exercera en cela une fonction de tampon, absorbant le surplus de main-d'œuvre n'ayant pas trouvé d'opportunités dans l'économie moderne. Cet état de fait pose la question de l'adéquation des indicateurs statistiques classiques, élaborés sur le modèle des marchés du travail occidentaux, pour analyser et comprendre les enjeux et les défis que connaissent les pays d'Afrique subsaharienne en matière d'emploi.

Pour analyser la situation du marché de l'emploi, la plupart des instituts nationaux de statistiques, notamment africains, se réfèrent en effet à la notion de « chômage » entendu au sens du BIT⁸. Cette norme internationale peut paraître restrictive puisque n'est pas considérée comme chômeur toute personne ayant travaillé ne serait-ce qu'une heure au cours de la semaine précédant l'enquête, ainsi que les « chômeurs découragés » qui ne cherchent plus de travail parce que l'espoir d'en trouver un leur paraît trop faible. La proportion de « chômeurs découragés » semble être très marquée chez les jeunes et les femmes, ce qui rend l'utilisation de la notion de chômage particulièrement inadaptée pour saisir les difficultés rencontrées par ces deux catégories sur le marché du travail en Afrique subsaharienne. Parmi les jeunes, le taux de chômage reflètera ainsi davantage le nombre de jeunes relativement aisés, possédant

⁸ Est considérée comme étant en chômage toute personne sans emploi, qui en recherche un et qui est disponible dans les quinze jours pour l'occuper si elle en trouve un.

généralement un niveau d'étude secondaire ou supérieur dans l'attente de l'offre d'un emploi dans le segment moderne de l'économie (Ghose et al., 2008).

Ceci nous amène à la troisième caractéristique des marchés du travail d'Afrique subsaharienne : celle du sous-emploi. Selon l'Organisation internationale du travail, il y a sous-emploi lorsque « *la durée ou la productivité de l'emploi d'une personne sont inadéquates par rapport à un autre emploi possible que cette personne est disposée à occuper et capable de faire* » (OIT, 1998). Cette situation de sous-emploi (plutôt que de chômage de la population active) peut être comprise au regard des stratégies des populations des pays pauvres. Face au manque d'opportunités décentes d'emplois et à la quasi-absence d'un système de protection sociale, celles-ci s'organisent selon une logique d'occupation, afin qu'aucun individu ne soit exclu d'une activité qui lui permettrait de dégager un revenu. On constate notamment l'étroite imbrication du travail et des rapports de parenté, ce qui témoigne de la fonction sociale de la création d'activités dans le secteur informel, qui procure une forme de filet de sécurité contre le chômage et permet aux ménages qui y sont actifs de réaliser d'importants gains en termes d'occupation économique de leurs membres (Beaujeu et al., 2011).

Toutefois, en dépit de quatre décennies de recherche, aucun consensus ne s'est dégagé sur l'origine et la persistance du secteur informel. Une longue tradition, à savoir « l'école dualiste », considère le secteur informel comme le segment le moins avantageux du marché du travail (Lewis, 1954 ; Harris et Todaro, 1970 ; Pradhan, 1995). Dans cette perspective, l'esprit d'entreprise informelle est le résultat de la saturation du secteur formel. Par conséquent, être travailleur du secteur informel est un choix contraint et un vaste secteur informel est une preuve de l'inefficacité. Une approche plus récente considère le secteur informel comme un ensemble de petites entreprises dynamiques, où les individus choisissent de devenir des entrepreneurs informels parce qu'ils espèrent à un bien-être plus élevé que s'ils étaient des salariés ou des entrepreneurs formels (Maloney, 2004 ; Packard, 2007). Dans cette approche, une part importante de l'auto emploi informel peut refléter une répartition efficace du travail. Tandis que le débat est devenu dans les dernières années de plus en plus polarisé (Bacchetta et al., 2009), une approche intégrée est actuellement basée sur l'idée du marché du travail multi-segmenté (Chen, 2005 ; Fields, 2005). Cette approche alternative considère que le secteur informel comprend différents segments. Le segment de palier supérieur peut être alimenté par des entrepreneurs qui choisissent d'entrer dans le secteur informel tandis que le segment de

palier inférieur peut être dominé par les ménages contraints qui peuvent ne pas avoir d'autre choix d'activité.

Au-delà du débat relatif aux caractéristiques du marché du travail, aux origines et la persistance du secteur informel dans les pays en développement, il faut dire que la littérature fait état d'un certain nombre de travaux relatifs à l'évaluation de l'incidence économique du secteur informel. L'essentiel de ces travaux repose sur un cadre d'analyse relatif à l'équilibre général, notamment les modèles d'équilibre général calculable. On peut recenser ici quatre principaux travaux (Kelley, 1994 ; Fortin et al., 1995 ; Cogneau et al., 1996 ; Montaud, 2000).

Kelley (1994) examine l'influence macroéconomique du secteur informel au Pérou à travers un MEGC multisectoriel. Le modèle de nature structuraliste que développe l'auteur fait l'hypothèse d'une différenciation de la production des secteurs formel et informel, aussi bien sur le marché des facteurs de production (input) que celui de l'output. Sur le marché du travail, l'auteur considère que le manque d'emploi dans le secteur formel alimente le secteur informel, le secteur informel apparaît alors comme un secteur résiduel. Ce dualisme du marché du travail amène l'auteur à postuler le plein emploi qui est entretenu par le secteur informel. En ce qui concerne le marché de l'output, on fait l'hypothèse d'une substituabilité imparfaite entre la production issue du secteur informel et celle issue du secteur formel. Les simulations faites par l'auteur montrent que le secteur informel réduit le multiplicateur keynésien. De plus, on enregistre une évolution contrastée des revenus entre les secteurs formel et informel. En désagrégeant la production informelle, l'auteur met en évidence la réaction du secteur informel suite à des chocs économiques.

Montaud (2000) analyse le comportement de l'économie informelle dans le cadre de l'économie équatorienne. L'originalité de ses travaux repose sur la prise en compte de deux logiques différentes dans la conceptualisation du secteur informel : une conception dualiste et une conception concurrentielle. La première vision traite le secteur informel comme un ensemble d'activités de substance et, de ce fait, lui accorde une place marginale face au secteur formel. Dans la seconde vision, un poids un peu plus important est accordé à l'économie informelle qui, ici, est perçue comme un secteur concurrentiel face au secteur formel. Cette double conception en EGC a permis de simuler les réactions de l'économie équatorienne et, particulièrement de son secteur informel, face à des chocs d'ordre macroéconomique. L'auteur arrive à un résultat mitigé quant à l'incidence des simulations de politiques économiques sur la

vision dualiste par rapport à la vision concurrentielle. En outre, l'auteur relève que le rôle des activités informelles n'est pas uniquement de palier à la pauvreté : la branche informelle est affectée de façon significative par les chocs macroéconomiques, ce qui a une incidence non négligeable sur la politique à mettre en œuvre pour la relance de l'activité économique en Equateur.

Le secteur informel camerounais a fait l'objet d'une modélisation dans le cadre d'un certain nombre de travaux de recherche dont les principaux sont ceux de Fortin et al. (1995), Cogneau et al. (1996). L'application numérique du MEGC mis sur pied par Fortin et al. (1995), dans le cadre de l'économie camerounaise montre que l'économie informelle y est caractérisée par un dualisme d'évasion. La particularité de ces travaux repose sur la segmentation du marché du travail pour faire ressortir les trois types de dualisme qui caractérisent le marché du travail dans les pays en voie de développement notamment le dualisme salarial, le dualisme d'échelle et le dualisme d'évasion⁹.

En revanche, Cogneau, et al. (1996) supposent que l'informel et le formel constituent deux secteurs de production différents même s'ils produisent des biens substituables. Cette considération conduit à appréhender le secteur informel beaucoup plus dans un cadre concurrentiel et crée, de ce fait, la ligne de démarcation entre ces travaux par rapport à ceux de Fortin et al. (1995). Pour Cogneau et al. (1996), il est question de construire un MEGC pour évaluer l'impact de l'ajustement budgétaire et monétaire mis sur pied au lendemain des PAS¹⁰ et la dévaluation de 1994. Les auteurs arrivent à la conclusion selon laquelle la production et l'emploi du secteur informel sont contra-cycliques, tandis que le revenu réel par tête apparaît peu sensible à la conjoncture des revenus formels.

4.2 Choix méthodologique

Ce travail ambitionne d'évaluer les relations que l'économie informelle entretient avec les autres sphères de l'économie. Deux axes d'analyse retiennent notre attention : le premier est relatif au marché du travail où nous mettrons en exergue la mobilité intersectorielle de la main d'œuvre ; tandis que le second concerne le marché des biens et services sur lequel nous

⁹ Dualisme salarial : inégalités des salaires à qualification identique ; dualisme d'échelle : discontinuité dans la distribution par taille des entreprises (les entreprises informelles sont en général de petite taille contrairement aux entreprises formelles qui sont grandes de taille, d'où la discontinuité) ; dualisme d'évasion : immersion des activités pour échapper aux contraintes légales (fiscalité).

¹⁰ Programme d'ajustement structurel.

analyserons les facteurs de production ainsi que les produits. Les analyses ainsi envisagées sont bien complexes et touchent des aspects considérables du circuit économique. De plus, elles intègrent simultanément les considérations d'ordre microéconomiques et macroéconomiques. Cette complexité nous amène à envisager l'étude dans le cadre d'un modèle d'équilibre général, notamment les Modèles d'Equilibre Général Calculable (MEGC) qui sont mieux appropriés pour traiter des problématiques économiques au spectre large.

Les travaux antérieurs qui analysent l'économie informelle dans le cadre de l'économie camerounaise suivant la méthodologie des MEGC, en l'occurrence les travaux de Cogneau et al. (1996), s'inscrivent dans un contexte de crise des années 1990 pour analyser le rôle du secteur informel. Les données utilisées portent sur les enquêtes sur le marché du travail et sur le secteur informel menées dans la ville de Yaoundé, en février 1993 et en Mai 1994. En raison de la couverture géographique particulièrement réduite, il est évident que les projections faites en vue d'extrapoler les résultats à l'échelle nationale seraient entachées de biais. L'incidence de ces biais repose essentiellement sur la Matrice de Comptabilité Sociale construite. Ce qui nous invite à un certain nombre de réserve quant à la qualité et l'interprétation des résultats de l'étude, étant donné que la MCS est l'input principal d'un MEGC. Pour pallier à cette insuffisance, la présente étude prend appui sur les enquêtes à vocation nationale, réalisées par l'Institut National de la Statistique au sujet du secteur informel, notamment les Enquêtes sur l'Emploi et le Secteur Informel (EESI) et les enquêtes sur les conditions de vie des ménages (ECAM). Au-delà du problème relatif à la source des données, les travaux de Cogneau et al. (1996) viennent à la suite de ceux de Fortin et al. (1995), et appréhende le secteur informel beaucoup plus sous un angle concurrentiel.

Le cadre méthodologique qui sert d'ancrage à ce travail repose sur une hypothèse théorique préalable, inspirée des travaux de Montaud (2000). Celle-ci considère que la segmentation observée sur les marchés du travail camerounais s'explique plus par l'hétérogénéité de la demande de travail (et donc l'hétérogénéité des processus de production) que par la segmentation de l'offre de travail. Cette hypothèse implique alors d'orienter l'analyse beaucoup plus du côté des unités de production informelles que du côté des actifs informels.

Une analyse en terme de secteur de production autorise l'utilisation des concepts traditionnels de la Comptabilité Nationale et notamment le concept de branches. Dans un tel cadre, il devient envisageable de construire les comptes d'opérations des "branches informelles" pour

appréhender, dans une perspective macroéconomique, les logiques de fonctionnement spécifiques de ce secteur. Il est également impératif d'envisager plusieurs conceptions macroéconomiques du secteur : (i) en terme d'emploi, afin de pouvoir identifier parmi les actifs informels, les groupes les plus vulnérables puis comprendre à travers la mobilité intersectorielle quelle politique adoptée pour attirer les travailleurs du secteur informel pour le formel ; (ii) en terme de relation entre les secteurs, pour appréhender les relations qui existent entre les différents secteurs (formel et informel) sur le marché des biens et services.

Les deux conceptions alternatives envisagées pour le secteur informel sont exposées à travers deux modèles d'Equilibre Général Calculable. Ce type de modélisation présente l'avantage de mettre en évidence les logiques macroéconomiques qui conditionnent le fonctionnement d'une économie sans toutefois négliger certains aspects microéconomiques liés au fonctionnement des marchés et aux relations intersectorielles. Le secteur informel est considéré comme une branche productive, fournissant des biens et services sur les marchés et distribuant des revenus à ses acteurs. Il se distingue par la taille de ses établissements mais aussi par les particularités de ses processus de production, la nature des marchés qu'il atteint, ou encore le type de relations qu'il entretient avec le reste de l'économie. La nature de ces distinctions caractérise, en outre, chaque conception théorique retenue. Un premier modèle, dit "dualiste", l'envisage sous une forme minimale et s'inscrivant dans une logique de subsistance. Un second modèle, dit "concurrentiel", le comprend comme un secteur plus large s'inscrivant dans une logique concurrentielle vis à vis du secteur formel. Une présentation commentée des principales équations de ces MEGC est consignée en annexes.

Conformément aux options retenues dans les MCS, les modèles distinguent trois types d'agent résident et un agent extérieur. Du côté de l'offre, 6 branches marchandes (dont 3 formelles et 3 informelles) et une branche non marchande sont retenues. Les facteurs de production seront décomposés en facteur capital, travail sous employé, travail bien employé et revenu mixte.

Note : Hypothèses de fonctionnement des marchés.

Il convient de préciser que les analyses du comportement de l'emploi, notamment le marché du travail, seront effectuées à travers le modèle dualiste ; tandis que les analyses sur le marché des biens seront appréhendées bien plus à travers le modèle concurrentiel. Sur le marché du travail,

on fait l'hypothèse du plein emploi¹¹, lequel est assuré par le secteur informel qui absorbe de manière quasi-automatique toute la main d'œuvre non captée par le secteur formel. On envisage donc une mobilité intersectorielle du travail. La productivité du travail est faible dans le secteur informel par rapport au secteur formel. Sur le marché des biens, le modèle concurrentiel fait l'hypothèse d'une substituabilité entre les biens produits dans le système formel et ceux produits dans le système informel. Ce qui permet une compensation plus ou moins importante des effets volume par les effets prix à la suite d'un choc, le degré d'ajustement étant fonction de la substituabilité entre les biens et la flexibilité des prix. Néanmoins, comme nous l'avons relevé précédemment, un résumé¹² commenté des équations du modèle peut être consulté en annexes de ce document.

4.3 Simulations des chocs

Les différents chocs que nous envisageons simulés dans le cadre de cette étude s'inscrivent de manière large dans le cadre de la politique gouvernementale, précisément les directives consignées dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) élaboré par le ministère de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire et qui reste le cadre de référence de l'action gouvernementale. Ainsi, nous simulerons différents scénarii de chocs de croissance sectorielle identifiée, sur l'économie avec 2008 comme année de référence¹³, notamment :

- ❖ *augmentation de 10% de la masse salariale dans le secteur formel* (en rapport avec les changements des grilles salariales, changement des conventions salariales dans certains secteurs d'activité, pression à la hausse exercée par les syndicats, augmentation des salaires en 2008 dans le secteur public) ;
- ❖ *augmentation de 10% de l'emploi formel* (notamment le recrutement de 25000 jeunes dans la fonction publique lancé par le gouvernement, lancement des grands projets censés stimuler l'offre d'emplois formels) ;
- ❖ *réduction de 10% des taux d'imposition sur la valeur ajoutée formelle* (cette hypothèse s'inscrit dans le cadre des lois de finance notamment les baisses de taux d'imposition envisagées pour certains produits en l'occurrence les produits de première nécessité, baisse de la pression fiscale dans le cadre de la promotion du climat des affaires) ;

¹¹ Hypothèse à priori discutable mais plausible, puisque l'enquête EESI a montré que le véritable problème du marché du travail camerounais n'est pas le chômage mais le sous-emploi. Les actifs sous employés et sous rémunérés étant dans le secteur informel.

¹² Il ne s'agit que d'un résumé, l'ensemble des équations n'ayant pas été inséré ici en raison de son volume.

¹³ La série des comptes définitifs produit par l'INS s'arrête au compte de l'année 2008.

- ❖ *l'ajustement par l'extension de l'impôt aux établissements informels* (sous l'hypothèse qu'un meilleur suivi du secteur informel peut revaloriser le volume des impôts, par exemple par l'encadrement du monde des moto-taxis dont les textes ministériels ont déjà vu le jour, recensement d'autres activités informelles puis recouvrement de la taxe minimale notamment l'impôt libérateur, extension de la répression fiscale aux micro-activités) ;
- ❖ *l'ajustement par une politique de soutien des activités informelles* (dans ce cadre, nous faisons allusions aux différentes politiques de soutien à la petite entreprise mis sur pied aussi bien par le ministère de la jeunesse que le ministère de l'emploi, à travers les programmes PIAASI, PAGER-U, etc.).

Dans ce qui précède, nous envisageons un ensemble de simulations qui portent, à incidence variable, sur le marché du travail et sur le marché des biens. Il faut relever qu'une augmentation du taux de salaire dans le secteur formel (simulation 1) a un double effet sur le secteur informel : d'abord sur le marché du travail puis sur le marché des biens. Sur le marché du travail, compte tenu du fait que les effectifs restent fixes, on assiste juste à un relèvement du taux des salaires dans le formel qui va d'ailleurs s'écarter davantage de celui du secteur informel. En revanche, sur le marché des biens, les mouvements sont plus perceptibles. En effet, la hausse du niveau des salaires formels entraîne une augmentation des revenus des ménages et donc une hausse de la demande des produits aussi bien formels qu'informels (compte tenu de la substituabilité des deux biens prônés par le modèle). La productivité et le volume de l'emploi étant restés fixes, on observe une demande excédentaire. Pour rétablir l'équilibre, les prix sont obligés de grimper. En somme, la hausse des salaires formels entraîne, toute chose égale par ailleurs, une hausse des prix sur le marché des biens.

Les choses sont quelques peu autrement lorsque l'on a une politique visant plutôt l'augmentation de l'emploi formel. En effet, une augmentation de l'emploi formel (comme c'était le cas avec le recrutement des 25 000 jeunes dans la fonction publique (simulation 2)) entraîne une mobilité d'une fraction des travailleurs du secteur informel dans le secteur formel mieux rémunéré, il s'en suit une hausse des revenus des ménages. Sur le marché des biens, on assiste à une offre excédentaire des biens formels et une offre déficitaire des biens informels, il s'en suit un ajustement par le prix compte tenu de la substituabilité entre les biens. Quoiqu'il en soit il faut relever que l'ampleur de la compensation des effets prix par les effets volume dépend du degré de substituabilité entre les biens. Cet aspect sera davantage mis en exergue dans les simulations.

En ce qui concerne les simulations se rapportant aux charges productives relatives à l'Etat (réduction de la taxe sur la valeur ajoutée (simulation3)), il convient de relever que celle-ci vise à évaluer l'impact des distorsions introduite par le système fiscal sur le marché des biens et services. L'effet immédiat d'une diminution du taux d'imposition de la VA est la diminution des prix à la consommation des biens formels et l'augmentation de la compétitivité desdits produits par rapport aux importations. Cette mesure ne profitera pas seulement à la sphère formelle (via l'accroissement de la production) ; à terme, on assistera également à une hausse de la demande de travail formel, ce qui pourra engendrer la mobilité d'une fraction des travailleurs de l'informel vers le formel.

5. DONNEES DE L'ETUDE

5.1 Sources des données

Comme nous l'avons relevé précédemment, les données nécessaires pour mener à bien cette étude sont disponibles au sein de l'institut national de la statistique. Il s'agit précisément des comptes nationaux dont la version définitive pour l'année 2008 est déjà disponible. Il en est de même des bases de données relatives aux enquêtes originales : l'Enquête Camerounaise Auprès des Ménages (ECAM III) ainsi que l'Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel (EESI) réalisées par l'Institut National de la Statistique (INS) respectivement en 2007 et en 2010.

En réalité, une MCS macro sera construite sur la base des données issues des comptes nationaux notamment le Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) et le Tableau des Comptes Economiques Intégrés (TCEI). La MCS Macro sera ensuite désagrégée suivant les besoins de l'étude à partir des ratios calculés sur la base des informations issues des enquêtes originales notamment les enquêtes EESI 2010 et ECAM 2007. En outre, il convient de préciser que les comptes nationaux au Cameroun intègrent dans leur processus d'élaboration une différenciation des modes de production, ce qui permet de prendre en compte, de manière explicite, les activités relatives à l'économie informelle. De plus, les enquêtes originales auxquelles nous faisons allusion dans le cadre de cette étude, ainsi que les comptes nationaux sont bien disponibles.

5.2 Construction des MCS

La MCS se définit comme une schématisation de la sphère réelle de l'économie. Une version de base qu'il convient d'appeler « MCS Macro » sera initialement construite sur la base des comptes nationaux définitifs notamment le TCEI et le TRE de l'année 2008. Le choix de l'année 2008 est motivé par le fait qu'elle est l'année pour laquelle la série des comptes définitifs la

plus récente est disponible au Cameroun. Ensuite, la MCS Macro sera désagrégée moyennant les hypothèses que nous formulerons à la lumière des enquêtes EESI et ECAM.

La MCS macro se présente sous forme de six (6) comptes agrégés : un compte courant des facteurs productifs (travail et capital) ; un compte courant des unités institutionnelles résidentes (ménages, Entreprises et Administrations Publiques) ; un compte des activités productives ; un compte de produits (biens et services) ; un compte de capital ; et enfin, un compte courant du reste du monde.

5.2.1 Compte des produits

Le compte des produits présente l'équilibre entre l'ensemble des ressources et les emplois de l'économie. En colonne, les origines des produits sont la production et les importations. Ces ressources sont complétées par les autres éléments intervenant dans la formation de prix que sont les marges (commerce et transport) ainsi que les impôts et taxes sur les produits. L'ajout des autres éléments de prix assure l'égalité entre les ressources et les emplois. En ligne, les emplois sont les consommations intermédiaires, la consommation finale, l'investissement et les exportations. Les emplois sont présentés à prix d'acquisition, prenant en compte les marges et les impôts sur les produits. Il convient de noter que la présentation des marges dans la MCS macro se justifie par leur rôle central dans l'équilibre des produits. Le compte de produit sera décomposé en 4 grands produits pour répondre à notre problématique à savoir :

- ❖ les produits de l'agriculture ;
- ❖ les produits de l'industrie ;
- ❖ les services marchands ; et
- ❖ les services non marchands.

Les données des comptes nationaux permettent une telle décomposition. En outre, elles permettent de séparer les utilisations des produits (consommation, investissement et exportation) en produit issus du secteur formel et produits issus du secteur informel.

5.2.2 Compte des activités

Le compte des activités présente la génération du revenu par les activités et son affectation aux facteurs de production. En ligne, le revenu est généré par la production. Ce revenu comprend également les emplois intermédiaires. En colonne, le revenu permet d'acquérir les consommations intermédiaires et de rémunérer les facteurs de production y compris l'Etat à

travers les impôts et taxes sur l'activité. Le compte des activités sera décomposé en 7 branches pour répondre à notre problématique à savoir :

- ❖ L'agriculture formelle ;
- ❖ L'agriculture informelle ;
- ❖ L'industrie formelle ;
- ❖ L'industrie informelle ;
- ❖ Les services marchands formels ;
- ❖ Les services marchands informels ; et
- ❖ Les services non marchands.

Les données des comptes nationaux permettent une telle décomposition.

5.2.3 Compte des facteurs de production

Les facteurs de production sont :

- ❖ le capital représentant l'excédent brut d'exploitation (EBE) ;
- ❖ le revenu mixte composé de l'EBE et de la rémunération comme employé des entrepreneurs individuels relevant de l'informel ;
- ❖ le travail formel représentant la rémunération versée aux salariés du secteur formel ; et
- ❖ le travail informel représentant la rémunération versée aux salariés non déclarés du secteur formel et du secteur informel. Cette rémunération, en nature ou espèces.

Les données de l'EESI 2010 permettront de séparer le travail en travail formel et travail informel. Les données sur l'EBE et le revenu mixte seront obtenues directement à partir des comptes nationaux du Cameroun.

5.2.4 Compte des unités institutionnelles

Ce compte retrace les revenus reçus par les secteurs et les utilisations qui en sont faites. En ligne, les revenus des facteurs proviennent de la rémunération des facteurs de production, des revenus de la propriété et des transferts courants. En colonne, les revenus des facteurs supportent la consommation finale et les opérations de distribution que sont les revenus de la propriété et les transferts courants.

5.2.5 Compte de Capital

Ce compte retrace les ressources permettant d'assurer le financement des dépenses en capital des secteurs institutionnels. En ligne, les ressources du compte sont l'épargne et les transferts

en capital reçus. En colonne, les emplois sont l'investissement (formation brute de capital fixe (FBCF) et variations des stocks) et les transferts en capital versés.

5.2.6 Compte du reste du monde

Le compte du reste du monde (RdM) décrit les opérations courantes et en capital entre le RdM et l'économie nationale. En ligne, les ressources du compte sont les importations, les revenus des facteurs (rémunération des salariés), les revenus de la propriété et les transferts (courants et en capital), et les acquisitions nettes de cessions de passifs financiers. En colonne, les emplois sont les exportations, les revenus des facteurs (rémunération des salariés), les revenus de la propriété et les transferts (courants et en capital), et les acquisitions nettes de cessions d'actifs financiers.

5.3 Calibrage du modèle

L'ensemble des relations économiques incluses dans notre MEGC est calibré avec ces données de référence. En effet, dans le processus de calibrage, des variables exogènes (telles que les taux d'imposition fiscale) et des paramètres exogènes (tels que les élasticités de substitution), sont combinés avec des variables endogènes (telles que l'output) pour déterminer les paramètres endogènes (tels que les paramètres de distribution des élasticités d'Armington). Ce processus de calibrage calcule donc les paramètres endogènes de sorte que la solution d'équilibre du modèle reproduise les données de référence, c'est-à-dire, les données de l'année 2008.

Il convient de noter que les travaux seront réalisés à l'aide d'un logiciel d'optimisation précisément GAMS (General Algebraic Modeling System).

6. DIFFUSION DES RESULTATS

Pour la diffusion des résultats de ce papier, nous comptons en faire des publications d'article. Par ailleurs, les exemplaires seront déposés à la bibliothèque de l'Université de Yaoundé II et dans le centre de recherche du CEREG (Centre de Recherche en Economie et Gestion). En outre, les résultats feront l'objet de discussion dans les séminaires scientifiques qu'organise la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université de Yaoundé II. Dans le souci de partager les résultats de la recherche avec les décideurs politiques, les entrepreneurs et les hommes d'affaires, il sera impératif pour nous d'organiser une conférence scientifique. Nous avons d'ailleurs procédé ainsi dans le cadre du projet « Capital Social et Entreprenariat

au Cameroun » financé par le Fond de Recherche pour un Climat d'Investissement et l'Environnement des Affaires (FR-CIEA). Le lancement et la fermeture de ce dernier projet ont été officiels et présidés par le Recteur de l'Université de Yaoundé II. Ce qui fait montre de tout le sérieux que nous avons accordé à ce dernier projet et que nous comptons en faire pour cette nouvelle proposition de projet. Les résultats de l'étude seront mis à la disposition des structures d'appui au secteur informel mis en place au Cameroun (PIASSI, PAJER-U,...). Ils seront aussi mis à la disposition du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (MINEFOP) et du Fonds National de l'Emploi (FNE) qui a d'ailleurs contribué au financement de l'Enquête EESI, ainsi qu'au Comité Technique de Suivi de programme Economique et Social (CTS) qui a en charge la rédaction du DSRP. La diffusion se fera aussi via Internet, notamment à travers le site web du Réseau PEP. L'étude sera présentée à l'Institut National de la Statistique.

7. REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AFRISTAT** (1999), *concepts et indicateurs du marché du travail et du secteur informel*, Série Méthodes n°2, Bamako, Décembre.
- Arnaud, M.** (1993), *L'urbanisation en Afrique de l'Ouest - Mécanismes et logiques*, WALTPS, Document de travail n° 8, Paris.
- Asselin, L.M.** (2009), *Analysis of Multidimensional Poverty: Theory and case studies*, Springer.
- Bacchetta, M., Ernst, E. and Bustamante, J.P.** (2009), *Globalization and Informal Jobs in Developing Countries: A joint study from the International Labour Organization and the WTO*, ILO WTO, Geneva.
- Backiny-Yetna, P.** (2009), « Secteur informel, fiscalité et équité, l'exemple du Cameroun », *STATECO* No. 104, pp. 91-108.
- Beaujeu, R., Kolie, M., Sempere, J-F. et Uhder, C.** (2011), « Transition démographique et emploi en Afrique subsaharienne », *AFD, A Savoir*, n° 5, pp. 1-217.
- Bellache, Y.** (2010), « L'économie informelle en Algérie, une approche par enquête auprès des ménages- le cas de Bejaia » Thèse de doctorat, En co-tutelle, *Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Créteil & Faculté des Sciences Economiques, des Sciences de Gestion et des Sciences Commerciales de Bejaia*, 250 p.
- Bem, J., NguetseTegoum, P.J., SamoTcheeko, T.M. et Essoh, J.** (2010), « Efficience de Production du Secteur Informel Non-Agricole et Réduction de la Pauvreté au Cameroun », *Réseau PEP*.
- Bourguignon, F., De Melo, J. et Suwa, A.** (1991), "Model ling the effects of adjustment programs on income distribution", *World Development*, Vol. 19, No. 11, pp. 1527-1544.
- Charmes, J.** (1997), *Le secteur informel en Afrique, une croissance qui n'est pas forcément signe de marginalisation*, EnsaioFee, Porte alegre, Brésil, Document web.
- Chen, M.A.** (2005), Rethinking the informal economy - Linkages with the formal economy and formal regulatory environment, *UNU-WIDER Research Paper*, 2005/10.
- Cibois, P.** (1983), *L'analyse factorielle*, PUF, Paris.
- Cogneau, D., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F.** (1996), « Le secteur informel urbain et l'ajustement au Cameroun », *Revue d'économie du développement*, Vol. 3, pp. 27-63.

- De Soto, H.** (1989), *The other pat, The Invisible Revolution in the Third World*. New York, Harper and Row.
- De Soto, H.** (1994), *L'autre sentier, la révolution informelle dans le tiers monde* (traduit de l'espagnol par Martine Couderc), La Découverte, Paris.
- Décaluwé, B., Dumont, J.C. et Savard, L.** (1999), *Mesurer la pauvreté et les inégalités dans un modèle d'équilibre général calculable*, CREFA, Université de LAVAL, Canada.
- Decaluwé, B., Patry, A., Savard, L. et Thorbecke, E.** (1998), *Poverty Analysis Within a General Equilibrium Framework*, CREFA, Université de LAVAL, Canada.
- Emini, C., Cockburn, J. et Décaluwé, B.** (2005), *The poverty impacts of the Doha Round in Cameroon: the Role of Tax Policy*, PEP.
- Emini, C., Ongolo, V., Kanmi, D. et Tadjuidje, M.** (2006), *Décomposition des effets des politiques économiques sur l'évolution de la pauvreté au Cameroun : Une analyse en équilibre général micro-simulé avec double-calibration*, PEP.
- Fields, G.S.** (1990), *Labour market modelling and the urban informal sector: Theory and evidence*, in *The Informal Sector Revisited*, Paris, OCDE.
- Fields, G.S.** (2005), "A guide to multisector labor market models", *World Bank Social Protection Discussion Paper*, n°0505.
- Filmer, D. and Pritchett, L.** (1998), "Estimating Wealth Effects Without Expenditure Data-Or Tears", *Policy Research Working Paper* n° 1994, Washington, DC: World Bank.
- Ghose, A.K., Majid, N. et Ernst, C.** (2008), *The global Employment Challenge*, ILO, Genève.
- Harris, J.R. and Todaro, M.P.** (1970), Migration, Unemployment and Development: A Two Sector Analysis, *American Economic Review*, March, pp. 126-142.
- Henley, A., Reza Arabsheibani, G. and Cameiro, F.G.** (2006), "On Defining and Measuring the Informal Sector", *World Bank Policy Research Working Paper* 3866. Washington, D.C.
- Hussmans, R., Mehran, F. and Verma, V.** (1990), *Surveys of economically active population, employment, unemployment and underemployment*, an ILO manual of concepts and methods, ILO, Geneva, 1990.
- ILO** (2002), *Women and men in the informal economy, A statistical picture*, International Labour Office, Employment sector, Geneva.
- INS** (2006), *Rapport Principal de l'Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel, Phase 2 : Enquête sur le Secteur Informel ; Février 2006*, Yaoundé, Cameroun.
- INS** (Institut National de la Statistique) (2011), *Intégration des enquêtes sur l'emploi et le secteur informel (EESI) dans les comptes nationaux*, Une Publication du Département des Synthèses et des Analyses Economiques, Yaoundé.
- INS** (Institut national de la statistique), (2005), *Enquête sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun en 2005, phase 1 : Enquête sur l'emploi, et phase 2, Enquête sur le secteur informel*, Rapport principal, Yaoundé.
- Jütting, J.P. et De Laiglesia, J.R.** (2009b), *Is Informal Normal? Towards More and Better Jobs in Developing Countries, An OECD Development Centre Perspective*, OECD, Paris.
- Jütting, J.P. et De Laiglesia, J.R.** (eds.). (2009a), *L'emploi informel dans les pays en développement. Une normalité indépassable ?*, Paris : OCDE.
- Kelley, B.** (1994), "The informal sector and the macroeconomy: A CGE approach for Peru" *World Development*, Vol. 22, n°9.
- Lewis, W.** (1954), "Economic Development with Unlimited Supply of Labor", *Manchester School of Economics and Social Studies*, n°2, pp.139-191.
- Lopez Castano, H.** (1989), *Le secteur informel, substitut d'un système d'assurances sociales en Colombie*, Problèmes d'Amérique latine, n°92, la Documentation française, Paris.
- Maloney, W.F.** (2004), "Informality Revisited", *World Development*, vol. 32, n° 7, pp.1159-1178.
- Mestrum, F.** (2004), *Economie informelle et pauvreté*, Intervention au Forum Social Alert.

Montaud, J.M. (2000), *Deux approches macroéconomiques du secteur informel en Equateur*, CED, Université de Montesquieu-Bordeaux-IV, France.

Montaud, JM. (1999), *Une approche macroéconomique du secteur informel en Equateur. Un essai de modélisation en Equilibre Général Calculable*, Thèse de doctorat, Université Montesquieu Bordeaux IV.

OIT (Organisation Internationale du Travail) (1998), *La mesure du sous-emploi*, Rapport I, Seizième Conférence internationale des statisticiens du travail, OIT, Genève, p. 56.

Packard, T.G. (2007), "Do workers in Chile choose informal employment? A dynamic analysis of sector choice", *World Bank Policy Research Working Paper*, n°4232.

Perry, G.E., Maloney, W.F., Arias, O.S., Fajnzylber, P., Mason, A.D. and Saavedra-Chanduvi, J. (2007), *Informality: Exit and Exclusion*, Washington, D.C.: Banque mondiale.

Portes, A., Castells, M. et Benton, L.A. (1989), *The informal economy studies in advanced and less developed countries*, John Hopkins University Press, Baltimore and London.

Pradhan, M. (1995), "Sector Participation Decisions in Labor Supply Models", *LSMS Working Paper*, n°113.

Sahn, D.E. and Stifel, D.C. (2000), « Poverty Comparisons Over Time and Across Countries in Africa », *World Development*, vol. 28, pp. 2123-2155.

Walther, R. (2006), *La formation professionnelle en secteur informel, Rapport sur l'enquête terrain au Cameroun*, Agence Française de Développement, Direction de la Stratégie, Département de la Recherche.

8. LES MEMBRES DE L'EQUIPE

L'équipe est composée de 4 chercheurs composés de deux hommes et de deux femmes qui veulent contribuer au débat sur l'entrepreneuriat et l'emploi informels au Cameroun. Il s'agit de :

NANA DJOMO Jules Médard, chef d'équipe, est âgé de plus de 30 ans de sexe masculin, Docteur en Economie et Enseignant-Chercheur à l'Université de Yaoundé II-Cameroun, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion. Membre du Centre d'Etudes et de Recherche en Economie et Gestion (CEREG). A cet égard, il a été membre d'équipe du projet « Capital social et entrepreneuriat au Cameroun » financé par le Fond de Recherche pour un Climat d'Investissement et l'Environnement des Affaires (FR-CIEA). Ce projet a été coordonné de bout en bout par le Directeur du CEREG, en même temps chef du projet. Le docteur NANA DJOMO a également bénéficié d'autres financements du FR-CIEA dans le cadre des propositions de recherche. En outre, il est l'auteur de plusieurs articles publiés dans des revues scientifiques. Ces qualités font de lui un chef d'équipe habile à diriger ce projet.

NGOUANA KOUDJOU Serges Rodrigue : âgé de plus de 30 ans de sexe masculin. Ingénieur Statisticien Economiste, Chargé d'études assistant à l'Institut National de la Statistique, Division de la comptabilité nationale. Il bénéficie d'une bonne expérience dans l'analyse de

l'informel, en l'occurrence son intégration dans le calcul du PIB au niveau des comptes nationaux. De ce fait, ses préoccupations quotidiennes s'articulent autour de l'élaboration des comptes nationaux. A ce titre, le traitement de l'emploi, de la production et des consommations intermédiaires du secteur informel, occupe une place de choix au sein de ces préoccupations. En ce qui concerne la manipulation des modèles EGC et son logiciel classique d'implémentation qu'est GAMS, il faut dire que NGOUANA KOUDJOU bénéficie également d'une double expérience d'abord dans le cadre de sa formation initiale et celui de la formation continue (module modélisation macroéconomique animé par Dr EMINI) reçue au sein du programme GPE de Yaoundé, avec l'appui financier de l'ACBF. Il convient de préciser que NGOUANA KOUDJOU est également titulaire d'un Ph.D en économie récemment soutenu, en Juillet 2013, dans le cadre du Programme NPTCI à l'Université de Yaoundé II. Ceci étant, sa qualité de membre pour ce projet est d'un grand atout.

NZEUYANG NZOUCKIO Carine Flore : est une jeune chercheuse âgée de moins de 30 ans, membre de l'équipe. Statisticienne et Economiste, elle travaille à l'Institut National de la Statistique du Cameroun. Elle est titulaire du diplôme d'Ingénieur d'application de la Statistique, d'un Master en Politiques Publiques et Développement de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales de Paris et d'un Master en Economie du Travail Appliquée au Développement de Science Po Paris. Mme NZEUYANG a participé de façon active à l'enquête EESI 2010. Précisément, elle a participé d'abord comme superviseur dans la phase de collecte des données, ensuite à la rédaction du rapport principal sur la thématique « Genre et Marché du Travail au Cameroun ». Elle fait également preuve d'une maîtrise des MEGC et du logiciel GAMS pour avoir reçu une formation dans ce sens dans le cadre de sa formation. En somme, elle dispose d'un background intéressant comme membre pour ce projet.

MOUKAM Claudiane Yanick est une jeune chercheuse du Centre d'Etudes et Recherche en Economie et Gestion de l'Université de Yaoundé II (CEREG) âgée de moins de 30 ans. Elle est titulaire d'un Diplôme d'Etudes Approfondies (DEA) en Economie environnementale obtenu à l'Université de Yaoundé II et actuellement doctorante dans ladite université. Elle est également membre du Consortium pour la Recherche Economique en Afrique/African Economic Research Consortium (CREA/AERC) qui est un réseau de chercheurs qui collaborent et échangent des idées et meilleures pratiques en matière de recherche. A cet égard, MOUKAM Claudiane Yanick est bien qualifiée comme membre pour ce projet.

9. DESCRIPTION ET RENFORCEMENT DES CAPACITES DE RECHERCHE

Les quatre membres de l'équipe disposant d'une expérience de recherche et d'une formation en statistique pour certains sont hautement qualifiés pour concevoir, diriger et analyser cette proposition de recherche. En outre, grâce à leur formation, ils ont la capacité de s'accommoder facilement aux techniques d'analyse énumérées dans la méthodologie, d'autant plus qu'ils ont déjà eu à appliquer des techniques d'analyse dans des études académiques qu'ils ont menées. Toutefois, le chef de l'équipe fait montre d'une grande expérience sur le plan de la recherche scientifique. Ceci étant, la réalisation de cette recherche est certaine et mérite toute la confiance des partenaires pour son accompagnement financier et matériel. Les résultats de cette recherche seront fiables compte tenu de la fiabilité des bases de données et de la qualité scientifique de l'équipe de recherche.

Cette étude permettra à ces chercheurs de se mettre à la pointe des méthodes et techniques d'analyse du secteur et de l'emploi informel. Cette équipe aura alors le privilège d'avoir une vision pointue des problèmes de développement socio-économique et de leurs relations avec le chômage des jeunes. Les membres de l'équipe puisqu'ils aspirent à intégrer pleinement le milieu de la recherche, pourront orienter profondément leur champ d'étude vers l'analyse du secteur et de l'emploi informel. En effet, l'initiative sur la réduction du chômage des jeunes et de la promotion de l'emploi et du secteur formel étant à sa première expérience dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) initié par le gouvernement du Cameroun, nous comptons être aux premiers loges de son implémentation et contribuer ainsi à sa réalisation effective.

Les institutions auxquels appartiennent ces chercheurs (Université, MINEPAT, CERE, INS et autres)¹⁴ profiteront de cette recherche scientifique en termes de partage de résultats et seront à même de proposer de nouvelles techniques d'approche pour la lutte contre le chômage des jeunes et la prolifération des emplois indécents du secteur informel.

Le travail sera mené en équipe. Toutefois, nous donnons à titre indicatif une répartition des tâches :

¹⁴ MINEPAT : Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire.

Noms	Tâches
NANA DJOMO Jules Médard	Analyser les relations sur le marché du travail (mobilité intersectorielle de la main d'œuvre) ; Analyser les liens du point de vue des flux des biens et services (marché des biens et services) ; Supervision générale de la rédaction du rapport final Organisation des activités de dissémination des résultats.
NGOUANA KOU DJOU Serges	Construire les matrices de comptabilité sociale (MCS) nécessaire pour implémenter les modèles ; Spécification des modèles Ecrire des modèles dans GAMS, puis simulations ; Production et vérification des résultats ;
NZEUYANG NZOUCKIO Carine Flore	Traitement des enquêtes EESI et ECAM en vue de la désagrégation de la MCS Macro ; Participation à l'écriture des modèles dans GAMS, puis simulations Participation à la production et vérification des résultats ;
MOUKAM Claudiane Yanick	Rédaction du contexte et de la problématique ; Analyser le niveau des revenus, salariaux et non salariaux, dans le secteur informel ; Rédaction des recommandations de politique économique.

10. PROBLEMES ETHIQUES, SOCIAUX, ENVIRONNEMENTAUX OU DE GENRE

Aucun problème majeur d'ordre éthique, social, environnemental ou de genre n'est à signaler.

11. LISTE DES PROJETS PASSES, ACTUELS ET SOUMIS DANS DES DOMAINES CONNEXES IMPLIQUANT UN OU DES MEMBRES DE L'EQUIPE

Institution subventionnaire	Titre du projet	Liste des membres	Membres impliqués
FR-CIEA	Capital Humain, Productivité et Pauvreté : Une application dans le Secteur Agricole au Cameroun (déjà achevé)	NANA DJOMO Jules Médard	NANA DJOMO Jules Médard
FR-CIEA	Capital Social et Entreprenariat au Cameroun (déjà achevé)	NGOA TABI Henri, NANA DJOMO Jules Médard et al.	NANA DJOMO Jules Médard
AERC	Combattre les Risques Aléatoires à travers l'Assurance et la Micro-assurance au Cameroun (en cours)	NANA DJOMO Jules Médard	NANA DJOMO Jules Médard
AFF	Re-outiller le personnel des services de vulgarisation et des organisations de la société civile dans les domaines clés de la science et de la pratique du changement climatique en lien avec les forêts	MOUKAM Claudiane Yanick	MOUKAM Claudiane Yanick

Annexes : Résumé des MEGC envisageables dans le cadre de cette étude.

Modèle dualiste

$$(1d) X_f = F_f(L_f, \bar{K}_f)$$

$$(2d) L_f = F^*_f(\bar{w}_f, p_f, \delta_f)$$

$$(3d) X_n = \tau L_n$$

$$(4d) p_f X_f + p_n X_n = Y$$

$$(5d) p_f C_f = \gamma Y$$

$$(6d) p_n C_n = (1 - \gamma) Y$$

$$(7d) C_f = X_f$$

$$(8d) C_n = X_n$$

$$(9d) L_f + L_n = \bar{L}^S$$

$$(10d) \bar{P} = \gamma p_f + (1 - \gamma) p_n$$

Modèle concurrentiel

$$(1c) X_f = F_f(L_f, \bar{K}_f)$$

$$(2c) L_f = F^*_f(\bar{w}_f, p_f, \delta_f)$$

$$(3c) X_n = F_n(L_n, \bar{K}_n)$$

$$(4c) L_n = F^*_n(\bar{w}_n, p_n, \delta_n)$$

$$(5c) p_f X_f + p_n X_n = Y$$

$$(6c) Q = CES(X_f, X_n)$$

$$(7c) \frac{X_f}{X_n} = CES^*\left(\frac{p_f}{p_n}, \sigma_q\right)$$

$$(8c) p_q C_Q = Y$$

$$(9c) C_Q = Q$$

$$(10c) P_q = \frac{p_f X_f + p_n X_n}{Q}$$

$$(11c) L_f + L_n = \bar{L}^S$$

$$(12c) \bar{P} = \gamma p_f + (1 - \gamma) p_n$$

Variables endogènes

X_i : Production en volume dans la branche i

C_i : Consommation de produit i

L_i : Demande de travail dans la branche i

Y: Revenu total

P_i : Prix du produit *i*

w_n : taux de salaire informel (modèle concurrentiel)

Q : Bien composite (modèle concurrentiel)

P_q : prix du bien composite (modèle concurrentiel)

Variables exogènes

LS: Population Active Totale

K_i: Stock de capital dans la branche *i*

w_f: Taux de salaire formel

P : indice général des prix

Paramètres

σ_i : élasticité de substitution entre facteur dans la branche *i*

τ: Productivité du travail informel (modèle dualiste)

γ: Propension à consommer des biens formels

CES : fonction à élasticité constant

Dans les deux modèles, le secteur formel est composé d'entreprises qui combinent du travail et du capital dont le niveau est supposé fixé à court terme (équations 1d ou 1c). La fonction de demande de travail formel (équations 2d ou 2c) découle d'une hypothèse de maximisation du profit. Le modèle dualiste suppose implicitement qu'il n'existe qu'une seule unité de travail par établissement informel (équation 3d) et qu'elle n'utilise pas de facteur capital.

La productivité physique du travail est fixée et les micro-entrepreneurs informels sont rémunérés par la totalité de la valeur ajoutée dégagée par leur entreprise. Le modèle concurrentiel, en revanche, envisage une branche informelle constituée de micro-entreprises embauchant des salariés et utilisant du capital (équation 3c). Les entrepreneurs informels sont à présent perçus comme des agents maximisateurs qui cherchent à tirer profit des conditions de production particulières prévalant dans ce secteur et, notamment, de la faiblesse des coûts salariaux. La fonction de demande de travail informel (équation 4c) découle d'une hypothèse de maximisation du profit.

Le salaire formel et le niveau global de l'offre de travail sont supposés fixés. Dans la conception dualiste, c'est le volume de l'emploi informel qui permet d'assurer l'équilibre de plein-emploi (équation 9d) laissant apparaître le secteur informel comme un réservoir de main-d'œuvre ou un segment refuge sur le marché du travail. Dans le modèle concurrentiel, en revanche, cet équilibre est atteint grâce aux variations du salaire informel (équation 11c) supposé flexible et inférieur au taux de salaire formel.

La demande totale sur les marchés des biens et services est le fait d'un seul consommateur représentatif. Son niveau dépend du revenu total lui-même déterminé par la valeur ajoutée dégagée par les branches productives (équations 4d ou 5c). Dans le modèle dualiste, les propensions à consommer chaque bien formel et informel sont supposées exogènes (équations 5d et 6d) et les marchés s'équilibrent par les prix (équations 8d et 9d). Dans le modèle concurrentiel, les produits informels sont susceptibles de concurrencer les produits formels. La demande est supposée s'adresser à un produit composite (équation 6c) en fonction des prix relatifs et de l'élasticité de substitution entre les produits (équation 7c). La condition d'équilibre sur le marché des biens composites est donnée par l'équation 9c. Chaque modèle décrivant l'équilibre sur trois marchés mais ne comportant que deux prix indépendants conformément à la loi de Walras, un numéraire est introduit sous forme d'une combinaison linéaire des prix formel et informel (équation 10d et 12c).